

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

CCTP pour le site de <sup>(1)</sup>

AB ☐

BR ☐

BX ☐

CF ☐

CP ☒

DS ☐

## OBJET

### Maintenance préventive et curative des machines spécifiques de la Division Radômes et composites de l'AIA CP

N° marché

Autres références

## Résumé

Afin de permettre d'assurer sa production dans le domaine de la maintenance aéronautique, l'AIA CP utilise divers Moyens Industriels. Le présent CCTP a pour but de spécifier les prestations de maintenance préventive, curative et assistance téléphonique des machines spécifiques de la Division Radômes et Composites.

Entité émettrice : AIACP/DRC/6420

Mots-clés : maintenance préventive, curative, hotline, robot de drapage, chariot porte moule.

## APPROBATION

Rédigé par responsable MI DRC

Responsable assurance qualité fournisseurs

Approuvé par Sous-Directeur Technique

Nom : **Carole CAPEZZA**

Nom : **FEMERY Morgane**

Nom : **GOUDOU Alexandre**

Date :

Date :

Date :

Diffusion version approuvée

- Externe : Néant
- Interne : 1000 (chef DQC), 0250 (Sat DIR), 1101 (AQF), SDGO, 6000 (chef DRC), SDT, SDT MI, 0400 (chef DHA), 0420 (prescripteur), 0240 (Conseiller Juridique).

Entité d'achat : ULHA

Prescripteur : Lionel Hernandez

# Cahier des clauses techniques particulières

**CCTP n° 178/AIACP/6420/24**

Version: 0

## Synthèse des évolutions du document

Indice	Date	Paragraphe modifiés	Synthèse et justification de la modification
0			Edition de base

## SOMMAIRE

Sommaire .....	3
1 Objet / contexte .....	5
1.1 Description de la prestation .....	5
1.2 Contexte global .....	5
2 Documents et terminologie .....	5
2.1 Documents généraux .....	6
2.2 Terminologie .....	7
3 Exigences de résultats techniques .....	8
3.1 Présentation du matériel et de son utilisation (profil de vie/missions) .....	8
3.2 Objectif, nature et organisation de la prestation .....	9
3.2.1 Objectif de la prestation et résultat .....	9
3.2.2 Nature de la prestation .....	9
3.2.3 Organisation de la prestation .....	10
3.3 Exigences fonctionnelles .....	10
3.3.1 Prise en charge et état des lieux des 4 moyens .....	10
3.3.2 Plan de maintenance préventive et mode opératoire .....	10
3.3.3 Maintenance préventive .....	11
3.3.4 Maintenance curative .....	14
3.3.5 Prestations à la demande (PALD) .....	15
3.3.6 Poste à provision : Prestations exceptionnelles .....	15
3.4 Exigences particulières .....	16
3.4.1 Exigences liées au site .....	16
3.4.2 Exigences liées à l'exécution de la prestation proprement dite (obligations client / fournisseur) .....	16
3.4.3 Exigences concernant l'environnement contrôlé en matière de navigabilité .....	17
3.4.4 Exigences concernant les consommables et pièces détachées .....	17
3.4.5 Exigences concernant la logistique .....	17
3.4.6 Exigences HSCT (plan de prévention, risques particuliers, accidents du travail, assurance fournisseur) .....	17
3.4.7 Exigences relatives aux protections des infrastructures .....	20
3.4.8 Exigences relatives aux nuisances .....	20
3.4.9 Exigences relatives à l'arrêt de la prestation .....	20
3.5 Sûreté de fonctionnement - Exigences opérationnelles .....	21
3.5.1 Disponibilité et continuité de service .....	21
3.5.2 Récapitulatif des délais .....	22
3.6 Exigences non fonctionnelles .....	23
3.6.1 Exigences concernant la conception et la réalisation .....	23
3.6.2 Exigences métrologiques concernant le matériel contractuel associé à la prestation .....	23
3.6.3 Exigences concernant la documentation .....	23
3.6.4 Performances de sécurité de l'information .....	24
3.6.5 Exigences concernant le champ d'action de la prestation .....	24
3.6.6 Formations .....	24
3.7 Exigences d'assurance de résultats .....	24
3.7.1 Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et réception du produit ou des prestations .....	24
3.8 Conditions de garantie .....	24
4 Exigences de management .....	25
4.1 Exigences relatives à la structuration de la prestation .....	25
4.1.1 Management/Organisation de la prestation .....	25
4.1.2 Logique de déroulement et de suivi de projet .....	25
4.1.3 Maîtrise des risques .....	26

# Cahier des clauses techniques particulières

**CCTP n° 178/AIACP/6420/24**

Version: 0

4.1.4	Gestion de la documentation .....	26
4.1.5	Gestion de la configuration (Maîtrise des évolutions et modifications) .....	27
4.1.6	Protection de la prestation (sécurité défense, sécurité des systèmes d'informations).....	27
4.2	Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances .....	27
4.2.1	Dispositions relatives à la maîtrise des performances d'aptitude au soutien (maintenabilité) ....	27
4.3	Système de management de la qualité .....	27
4.3.1	Exigences générales (spécification d'assurance qualité applicables).....	27
5	Exigences d'assurance de la qualité .....	28
5.1	Responsabilités, planification, communication .....	28
5.2	Management des ressources .....	28

## Annexes

<b>Annexe 1</b>	Description Robot de drapage
<b>Annexe 2</b>	Fiche descriptive de maintenance du Robot de drapage
<b>Annexe 3</b>	Description des tables porte moule équipées n°1 et n°2
<b>Annexe 4</b>	Description chariot n°1 SCIENTELEC
<b>Annexe 5</b>	Description chariots n°2 et 3
<b>Annexe 6</b>	Fiche descriptive de maintenance chariot n°1 et tables porte-moule 1 et 2
<b>Annexe 7</b>	Fiche descriptive de maintenance chariots n°2 et 3
<b>Annexe 8</b>	Document standardisé de déclaration de panne : Formulaire
<b>Annexe 9</b>	Liste des prestations à la demande

## 1 OBJET / CONTEXTE

### 1.1 Description de la prestation

Le présent cahier des charges a pour objet de définir l'ensemble des prestations nécessaires à la maintenance opérationnelle du parc des machines spécifiques de la DRC.

### 1.2 Contexte global

Le Service industriel de l'aéronautique (SIAé) est un Organisme à Vocation InterArmées (OVIA), créé le 1er janvier 2008, pour répondre aux besoins de toutes les composantes du ministère des armées.

Le Service s'appuie pour cela sur cinq Ateliers Industriels de l'Aéronautique (AIA).

L'activité de l'AIA CP est axée sur l'entretien des aéronefs et de leurs équipements, la conception et la réalisation de modifications et rénovations d'aéronefs ainsi que la conception et la production d'installations spéciales au profit des forces et/ou de ses clients privés. Son expérience lui permet de proposer des cycles d'optimisation de maintenance, des solutions de réparation et le traitement des obsolescences dans un souci permanent de réduction des coûts et des délais, au service des clients.

L'établissement varois du SIAé dispose en outre d'un savoir-faire internationalement reconnu dans la conception, le développement, la production et la réparation de radômes et de structures en matériaux composites à hautes performances. La Division Radôme et Composite, bénéficiaire du présent marché, est l'entité responsable de cette activité. La production intègre l'utilisation de machines et moyens industriels divers, légers et plus lourds, selon une organisation de production agile en 1x8 ou en 2x8 suivant les périodes, nécessitant une réactivité adaptée pour la maintenance des machines industrielles.

Le domaine aéronautique impose par ailleurs à l'AIA CP, ainsi qu'à ses sous-traitants, l'application et le respect des exigences de management de l'EN9100/9110 que le titulaire se doit de respecter.

Travaillant sur des matériels militaires, le SIAé est soumis à des exigences de sécurité et de confidentialité qui sont des composantes importantes du présent marché.

## 2 DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

Le présent CCTP est rédigé en respectant les règles de rédaction suivantes, à des fins de précision et de traçabilité :

- Toute exigence possède une référence,
- Toute information du CCTP qui n'est pas une exigence ne possède pas de référence,

**Définition** Pour faciliter le suivi des exigences, ces dernières sont numérotées. Elles se présentent sous la forme générique suivante (avec XXXX un numéro à 4 chiffres) :

**XXXX** Contenu de l'exigence.

Les exigences sont référencées par leur positionnement dans les différents chapitres et par leur numéro d'exigence. L'exemple suivant serait par exemple positionné dans le § 1.1 et référencé de la manière suivante :

§1.1 chapitre 1.1

0010 Contenu de la 1ere exigence du §1.1.

0020 Contenu de la 2eme exigence du §1.1.

Chaque partie est donc autonome en termes de numérotation.

## 2.1 Documents généraux

Les documents de référence à appliquer sont :

- Règlementations :

- [DA1]. Code de l'environnement – livre V – titre I/ parties législatives et réglementaires et textes associés applicables (décrets, arrêtés, circulaires),
- [DA2]. Directives de l'union européenne (directives CE et UE) applicables à la fourniture, et notamment,
- [DA3]. Directive 2006/42/CE relative aux machines,
- [DA4]. Instruction n°24705/DEF/SGA/DAJ/D2P/DES du 12 mars 2012 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministère de la défense,
- [DA5]. Prescriptions techniques particulières concernant l'AIA de Cuers-Pierrefeu (version 6 du 12/12/12) de l'arrêté ministériel d'autorisation de mise en service d'ICPE et de IOTA du 05/01/2009 et son arrêté complémentaire du 13/02/2013,
- [DA6]. Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense,
- [DA7]. Arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- [DA8]. Arrêté du 15 mars 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensible,
- [DA9]. Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services,

- Normes

- [DA10]. ISO 45001: Système de management de la santé et sécurité au travail ;
- [DA11]. ISO 14001: Système de management environnemental ;
- [DA12]. NF EN ISO 9001 : Système de management de la qualité ;
- [DA13]. NF EN 15095+A1 : Élévateurs de stockage, Prescriptions de sécurité ;
- [DA14]. NF EN 13306 : Terminologie de la maintenance ;
- [DA15]. NF C 15-100 relative aux installations électriques en basse tension ;
- [DA16]. EN ISO 12100 : Sécurité des machines ;
- [DA17]. NFX 60-000 : 2016 : Maintenance industrielle.

- Documents externes SIAé / AIA CP :

- [DA18]. Rejets Guide ED 6122 – Sécurité des équipements de travail – Prévention des risques mécaniques.

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

## 2.2 Terminologie

La société titulaire du contrat de prestation est dénommée dans la suite du document le Titulaire. Pour des raisons de commodité, les noms cités ci-dessous seront remplacés par les terminologies suivantes :

AIA CP	Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers Pierrefeu
AU	Arrêt d'urgence
BP	Bouton Poussoir
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CE	Communauté Européenne
COV	Composé Organique Volatile
CPE	Chargé de Protection Environnement
CVPO	Contrôle et Vérification Périodique Obligatoire
DCP	Demande de Contrôle Primaire
DMR	Département Maîtrise des Risques
DRC	Division Radômes et Composite
ICP	Inspection commune préalable
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IR	Infra Rouge
MCO	Maintien en Condition Opérationnelle
MI	Moyen Industriel
PALD	Prestation A La Demande
PV	Procès-Verbal
RSC	Responsable Suivi de Contrat
RTAIA	Responsable Technique de l'AIA CP nommé dans le plan de management et le plan de prévention
RTEC	Responsable technique de l'entreprise contractante sur le site nommé dans le plan de management et plan de prévention
SST	Santé et Sécurité au travail
VGP	Vérification Générale Périodique

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

## 3 EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES

### 3.1 Présentation du matériel et de son utilisation (profil de vie/missions)

Les travaux/prestations décrit(e)s dans le présent CCTP sont à réaliser par le titulaire sur les moyens industriels listés comme suit :

N° Moyen Industriel	Désignation du MI et des installations qui lui sont associées
MI090007	<b>Robot de drapage BROCHIER (x1)</b> comprenant : Armoire électrique (x1) Pupitre de commande (x1) Automate du robot de drapage (x1) Système d'aspiration et d'extraction des composés organiques volatils (x1)
MI090008	<b>Chariots porte moule n°1 (x1) + Table porte moule n°1 (x1)</b> comprenant : Pupitre de commande (x1) Coffret électrique embarqué (x1) Automate du chariot (x1)
MI090009	<b>Chariots porte moule n°2 (x1) + Table porte moule n°2 (x1)</b> comprenant : Pupitre de commande (x1) Coffret électrique embarqué (x1) Automate du chariot (x1) Automate du pupitre de commande (x1)
MI090010	<b>Chariot porte moule n°3 transversal (x1)</b> comprenant : Coffret électrique embarqué (x1) Automate du chariot (x1)

NOTA Le nombre de MI pourra évoluer pendant la durée du marché.

Définition Les moyens industriels listés ci-dessus interviennent au début du processus de moulage des radômes en composite. Ils permettent, selon la technologie retenue par la DRC, les fonctions suivantes :

- Le robot de drapage BROCHIER permet de superposer les tissus composites sur un moule ogival en assistant le travail manuel des opérateurs.
- Les tables porte moule permettent de fixer les moules (850kg) et de leur donner des degrés de liberté en rotation (2 axes de rotation).
- Les chariots porte moule et transversal permettent d'emmener, sur rail, les tables porte moule du robot de drapage aux autoclaves de cuisson.
- L'armoire électrique permet l'alimentation de l'ensemble et des coffrets électriques embarqués.
- Les pupitres de commandes permettent le contrôle commande de l'ensemble.
- Les automates chariot et pupitre gèrent le séquentiel des machines.
- Le système d'aspiration et d'extraction des composés organiques volatils permet le travail des opérateurs en sécurité.



## 3.2 Objectif, nature et organisation de la prestation

### 3.2.1 Objectif de la prestation et résultat

Etant donné l'importance majeure de la production de radômes composites pour le SIAé, l'objectif de la prestation est que la DRC bénéficie d'une intervention de maintenance d'un haut niveau d'expertise (du niveau 2 jusqu'au niveau 5 selon [DA17]), tout en bénéficiant d'une réactivité de maintenance adaptée à l'organisation de la production DRC (1x8 ou 2x8 selon les périodes), afin d'assurer une disponibilité élevée du parc machines.

De plus, l'objectif de la prestation est de permettre aux équipes de maintenance de la DRC de bénéficier d'un soutien technique en hotline, permettant ainsi de réparer les pannes immédiatement, lorsque la DRC se déclare compétente pour intervenir, ou dans un délai très court compatible avec la disponibilité attendue des moyens industriels.

En outre, des travaux/prestations de modification et de modernisation de moyens industriels listés au §3.1 pourront être commandés.

### 3.2.2 Nature de la prestation

Définition	Les niveaux de maintenance visés par la prestation relèvent des niveaux 2 à 5 tels que définis dans la norme citée en référence [DA17].
Définition	Le niveau 1 de maintenance ainsi que le nettoyage « journalier » des installations sont à la charge des équipes de la DRC.
Définition	Le niveau 2 peut être réalisé par les personnels de maintenance de la DRC selon le plan de maintenance établi par le titulaire.

Le titulaire réalise, entre autres, les travaux/prestations suivant(e)s :

- Un état des lieux et un diagnostic complet de chaque moyen industriel listé ci-dessus.
- L'étude et la rédaction des plans de maintenance détaillés (modes opératoires de maintenance préventive) à dérouler pour chaque MI listé, en complément des données d'entrée figurant en annexe du CCTP.
- L'organisation, la planification et la réalisation **annuelle** des opérations de maintenance préventive des niveaux 2 à 5.
- L'organisation, la planification et la réalisation des opérations de maintenance curative des niveaux 2 à 5 nécessaires.
- La réalisation de la métrologie des moyens concernés.
- L'organisation, la planification et la réalisation des contrôles et vérifications périodiques obligatoires.
- La mise en place d'une assistance téléphonique permettant aux équipes AIA CP d'intervenir sur une panne, en bénéficiant du soutien technique nécessaire.
- L'étude et la réalisation de modifications des MI, ou de modernisations.
- La rédaction, la diffusion et l'archivage des documentations d'entretien (plans de maintenance, comptes-rendus de maintenance, analyses de panne et diagnostics, comptes-rendus de réparation, PV de contrôles réglementaires et de métrologie).

### 3.2.3 Organisation de la prestation

Elle se divise de la manière suivante :

- Une prise en charge en début de marché (diagnostic / état des lieux / formation etc.)
- Un maintenance périodique qui comprend, entre autres :
  - La maintenance préventive de chaque moyen (à minima sur un rythme annuel) et diverses prestations décrites dans les paragraphes suivants,
  - Les CVPO,
  - Une métrologie annuelle,
  - Une assistance téléphonique en langue française (hotline),
  - Un forfait annuel de **10 journées** de présence sur site d'un technicien expert pour l'ensemble des moyens du présent marché.
- Une maintenance curative qui comprend diverses prestations décrites dans les chapitres suivants.
- Des Prestations A La Demande identifiées en annexe 9
- Une provision qui comprend des fournitures ou des services exceptionnels demandés par le RTAIA ou proposés par le titulaire et validés par le RTAIA.

### 3.3 Exigences fonctionnelles

#### 3.3.1 Prise en charge et état des lieux des 4 moyens

0010	Le titulaire effectue une expertise technique complète de chaque installation du présent marché, après notification du marché.
0020	Le titulaire vérifie, pour chaque installation, la documentation technique qui est mise à sa disposition et alerte le RTAIA en cas de défaut d'information ou de documentation.
0030	Le titulaire liste (référence, quantité, fournisseur) des consommables et pièces de rechanges communément appelées « critiques ».
Définition	Une pièce est jugée critique si elle génère un impact majeur sur la production en cas de défaillance et de difficulté d'approvisionnement.
Donnée d'entrée	Une fois le marché notifié, l'AIA CP fournira au titulaire toute la documentation technique qu'il possède sur chacune des installations du présent marché.
0040	A l'issue de l'état des lieux, le titulaire veille à avoir en sa possession toutes les données techniques de la machine (nomenclature, plans, back up, données géométriques de la machine d'origine) permettant des réparations conformes aux données d'origine.
0050	Cette prise en charge sera effectuée chaque fois qu'un nouveau matériel sera intégré au marché.
0060	Le robot de drapage étant composé, entre autres, de coquilles de chauffe avec descente automatique, le titulaire fera réaliser une VGP par un organisme habilité, maximum 2 mois après la notification du marché.

#### 3.3.2 Plan de maintenance préventive et mode opératoire

0010	A l'issue de l'état des lieux, le titulaire construit un plan de maintenance détaillé pour chacune des installations concernées par le présent marché.
------	--

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

- Définition** Le plan de maintenance décrit l'ensemble des opérations techniques programmées pour anticiper les dysfonctionnements des équipements. Il se base sur les dispositions réglementaires (CVPO et métrologie) imposées sur certaines installations, sur des préconisations des constructeurs et sur les observations et l'expérience des utilisateurs. De plus, il précise les pièces de rechange nécessaires (liste exhaustive avec les références articles).
- 0020** Le titulaire fournit un mode opératoire / notice de maintenance préventive (y compris les maintenances que les techniciens de maintenance de la DRC devront exécuter) qui précisera à minima :
- Les outillages,
  - Les pièces de rechanges,
  - Les opérations à effectuer (quoi, où, comment, quand),
  - Les consignes particulières relatives à la sécurité des personnes lors des interventions.
- Donnée d'entrée** L'AIA CP fournit pour chaque moyen une fiche descriptive de maintenance (en ANNEXES) qui reprend les préconisations constructeur ainsi que les notices, documentations diverses et recommandations DRC. Ces fiches décrivent les prestations **minimales** à réaliser lors des maintenances périodiques, par le titulaire et par les techniciens de maintenance DRC.
- 0030** Une fois le plan de maintenance et les modes opératoires validés par le RTAIA, le titulaire forme les techniciens de maintenance de la DRC, suivant le §3.6.6, afin qu'ils aient toutes les compétences et savoir-faire nécessaires à la réalisation des tâches du plan de maintenance qui leur incombent.
- 0040** Si des machines ont subi des modifications et modernisations, le manuel constructeur peut ne plus correspondre parfaitement. Le titulaire prendra alors en compte la technologie actuelle et appliquera les consignes de maintenance adaptées à cette modification.
- 3.3.3 Maintenance préventive**
- 0010** Sur l'ensemble des maintenances périodiques, le titulaire s'engage à ne pas mobiliser chaque moyen plus de 2 jours ouvrés consécutifs sur une année.
- 3.3.3.1 Plan de maintenance préventive et mode opératoire**
- 0010** Le plan de maintenance de chaque installation est, si nécessaire, révisé tous les ans et remis à jour en fonction des historiques de maintenance, de l'âge et de l'état de l'installation.
- 0020** Chaque année, le titulaire présente pour approbation au RTAIA le planning prévisionnel de maintenance préventive, CVPO et métrologie de chaque machine.
- 0030** Dans le cas d'une modification significative du plan de maintenance et des modes opératoires, le titulaire, doit, s'il ne juge nécessaire, former à nouveau les techniciens de maintenance de la DRC, afin qu'ils aient toutes les compétences et savoir-faire nécessaires à la réalisation des nouvelles tâches du plan de maintenance qui leur incombent.

# Cahier des clauses techniques particulières

**CCTP n° 178/AIACP/6420/24**

Version: 0

## 3.3.3.2 Entretien préventif

- 0010 Une fois par an, le titulaire assure une maintenance préventive complète de chaque installation qui regroupe la totalité des actions de maintenance, toute périodicité confondue. Il prend alors en charge les outillages, les transports et les pièces détachées nécessaires à cette maintenance préventive.
- 0020 Au plus tard 3 jours ouvrés après l'intervention, le titulaire fournit un rapport détaillé par moyen, mentionnant :
- Les actions réalisées,
  - Les références des pièces remplacées,
  - Les essais fonctionnels,
  - Les vérifications et les relevés de mesures effectuées,
  - Les observations et les anomalies éventuellement constatées lors des maintenances préventives
- 0030 Le titulaire doit apporter une attention particulière sur la présentation des rapports et la traçabilité qui en découle. Ainsi, chaque action réalisée sera assortie d'un commentaire qui reflètera les observations et les gestes du technicien. Le titulaire n'hésitera pas à mettre des photos des vérifications et des observations dans ses rapports dès qu'il le jugera pertinent ou sur demande de l'AIA CP.
- NOTA Les techniciens de maintenance DRC effectuent les maintenances préventives selon les maintenances de niveau définies par le titulaire lors du plan de maintenance préventive. Ils émettent un rapport pour chaque maintenance préventive réalisée et le mettent à disposition du titulaire.
- 0040 Le titulaire propose les travaux/prestations correctifs/ves de remise en état qui apparaîtront nécessaires à la suite d'une visite préventive. Il établira ainsi un devis sous 5 jours ouvrés maximum avec prix et délai d'intervention.

## 3.3.3.3 CVPO

- 0010 A la notification du marché, les contrôles réglementaires en vigueur, des moyens du présent marché, seront listés par le titulaire avec une visibilité sur les fréquences obligatoires de réalisation de ces contrôles.
- 0020 Le titulaire fera réaliser ces CVPO par des organismes habilités selon des périodicités conformes à la réglementation.
- 0030 Le titulaire alertera le RTAIA, au minimum 1 mois avant la date anniversaire, de tout contrôle réglementaire à effectuer, et fera intervenir un organisme habilité pour en assurer la prestation.
- 0040 Si le contrôle révèle un ou plusieurs écarts, le titulaire a l'obligation de :
- Signaler sans délai l'anomalie au RTAIA,
  - Signaler l'intervention en cours aux utilisateurs occupant le local dans lequel se trouve le moyen concerné, de façon visible et sans équivoque par un affichage « machine interdite d'emploi » qui devra être maintenu en place jusqu'à remise en service avec l'accord du RTAIA. Il fournira alors un devis de réparation sous 5 jours ouvrés maximum.

## 3.3.3.4 Métrologie

- 0010 Le titulaire effectue annuellement une prestation de métrologie des trois capteurs de température des infrarouges du robot de drapage.
- 0020 Le titulaire veille au respect des échéances obligatoires.
- 0030 Le matériel de contrôle utilisé sera étalonné suivant les normes en vigueur.
- 0040 Au maximum 3 jours ouvrés après chaque prestation, le titulaire fournit les constats de vérifications ou les certificats d'étalonnages avec les relevés de mesure.
- 0050 Le titulaire mentionnera dans le procès-verbal les observations et/ou les anomalies ou écarts avec la normalité qu'il aura constatés lors de ces contrôles ainsi qu'une analyse détaillée.
- 0060 Le titulaire fournit sur demande de l'AIA un ou plusieurs fichiers Excel avec toutes les données récoltées et mesurées lors de la prestation de métrologie.
- 0070 Dans le cas d'une restriction d'utilisation ou d'une non-conformité, le RTAIA doit être alerté sans délai par le titulaire qui fournira, sous 5 jours ouvrés maximum, un devis pour remise en état.
- 0080 Le titulaire doit assurer un marquage (étiquette) de contrôle métrologie sur moyens métrologés, indiquant la date de la prestation, la date de la prochaine visite, ainsi que le numéro du procès-verbal.
- 0090 L'étiquette de métrologie est à la charge du titulaire et doit respecter le code couleur suivant :
  - VERT = CONFORME
  - JAUNE = AVEC RESTRICTION
  - ROUGE = NON CONFORME

## 3.3.3.5 Veille technologique et réglementaire

- 0010 Le titulaire informe le RTAIA des évolutions obligatoires dues à la mise à jour des réglementations.
- 0020 Le titulaire réalise une veille concernant les obsolescences. Il informe le RTAIA des obsolescences connues ou prévisibles (notamment les obsolescences de commercialisation) sur toutes les installations concernées ou sur des composants non interchangeables. Toute déclaration d'obsolescence sera accompagnée de justificatifs (documents de déclaration d'obsolescence du constructeur, retour infructueux de X fournisseurs etc.).
- 0030 En cas d'obsolescence, le titulaire propose des solutions de remplacement ou de re-fabrication du composant concerné.

## 3.3.3.6 Hotline

- 0010 Le titulaire doit assurer un service de support/assistance téléphonique à distance, accessible en 2 heures ouvrées (se référer au §3.5.2), afin d'assister les techniciens de maintenance DRC en cas de difficultés (pannes / alarmes / mise en défauts / programmation, etc.).
- 0020 Le support téléphonique (hotline) est accessible tout au long de l'année, du lundi au vendredi (hors jours fériés) **de 7h30 à 18h sans interruption.**
- 0030 **Le forfait hotline comprend 15 heures annuelles (décompte au quart d'heure)** sur la totalité des moyens.

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

## 3.3.3.7 Forfait déplacement sur site

- 0010 Le présent marché doit prévoir un forfait annuel de **10 journées de présence** sur site d'un technicien expert pour l'ensemble des moyens listés au §3.1. Les 10 journées seront réparties chaque année, sur la totalité des installations en fonction des besoins et excluent les travaux/prestations de maintenance préventive.
- 0020 Ce forfait peut, par exemple, être utilisé si le titulaire ne peut pas réaliser de diagnostic technique à distance à la suite d'une déclaration de panne. Il effectue alors une intervention sur site pour étayer son expertise, suivant le délai indiqué dans le § 3.5.2.1.

## 3.3.4 Maintenance curative

### 3.3.4.1 Intervention curative

- 0010 Si la hotline n'a pas permis de résoudre une panne, le titulaire s'engage, en 2 jours ouvrés suivant la déclaration de panne, à fournir un diagnostic technique argumenté (méthodologie de recherche de panne, mode de défaillance, analyse par similarité, etc.) avec proposition de réparation, ainsi qu'un délai prévisionnel d'immobilisation.
- 0020 Les éventuelles propositions correctives faites par le titulaire au titre de la maintenance curative doivent impérativement parvenir par mail au RTAIA sous 5 jours ouvrés maximum à compter de la réception du mail d'intervention émis par l'AIA CP (voir §3.5.2.3).
- 0030 Le délai d'intervention doit être justifié : arguments et documents à l'appui (délai de livraison des pièces, etc.) et validé par l'AIA CP.
- NOTA L'AIA CP se réserve le droit de comparer les prix proposés sur les devis et de demander au titulaire de trouver un autre fournisseur s'il juge le prix trop élevé par rapport à la concurrence.
- 0040 Afin d'effectuer les réparations qui les incombent et ainsi de maintenir une réactivité efficace, les techniciens de maintenance DRC constitueront un stock de pièces détachées défini en début de contrat. Ainsi le titulaire identifiera les pièces stratégiques dont l'AIA CP devra se munir et précisera les conditions de stockage de ces rechanges.
- 0050 Suivant la gravité de la panne et de l'impact sur la production, le titulaire doit provisoirement (en attendant une réparation effective) mettre en place des mesures palliatives afin de retrouver un fonctionnement dégradé mais acceptable, et ce, sans remettre en cause la sécurité des utilisateurs.
- 0060 Toute proposition de maintenance curative doit être soumise à validation du RTAIA.
- 0070 A l'issue d'une réparation du moyen, le titulaire doit systématiquement effectuer une phase de test de bon fonctionnement en présence du RTAIA ou d'un technicien DRC.

### 3.3.4.2 Traçabilité

- Définition Tous les travaux/prestations de maintenance curative feront l'objet d'une demande de l'AIA CP sous forme d'un appel téléphonique de la hotline suivi de l'envoi par mail d'un document standardisé appelé « formulaire » (ANNEXE 8) afin de tracer les interventions.
- 0010 A l'issue de chaque intervention sur site, le titulaire fournit, le jour J au RTAIA, un premier rapport succinct (manuscrit ou numérique).

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

- 0020 Chaque intervention du titulaire doit être assortie d'un rapport d'intervention complet et définitif comprenant, à minima :
- Le moyen concerné,
  - Le numéro et la date du formulaire,
  - L'objet de la panne,
  - Le N° et la date de notification du bon de commande,
  - Le montant et le N° du devis s'il y a lieu,
  - La date de réparation réelle,
  - Le détail des actions réalisées,
  - La quantité et les références des pièces remplacées (quel que soit le montant),
  - Tout autre élément jugé pertinent par le titulaire ou par l'AIA CP.
- 0030 Les **rapports définitifs** seront signés et envoyés au RTAIA **dans les 3 jours ouvrés** suivant l'intervention pour signature (voir § 3.5.2.4).
- NOTA Chaque intervention corrective réalisée par les techniciens de maintenance de la DRC fera l'objet d'un rapport consultable par le titulaire sur demande.
- 0040 **Aucun travail hors forfait ne devra être réalisé par le titulaire sans bon de commande notifié au** préalable. L'AIA CP ne pourra en aucun cas être mis devant le fait accompli.
- 0050 **Toute prestation réalisée sans accord préalable de l'AIA CP sera de fait considérée comme étant réalisée au titre de la maintenance préventive.**

## 3.3.5 Prestations à la demande (PALD)

Définition Prestations listées en Annexe 9.

- 0010 Le titulaire doit s'attendre à être sollicité sur un certain nombre de ces prestations qui feront l'objet d'une commande.
- 0020 Cette liste pourra évoluer en cours de marché.

## 3.3.6 Poste à provision : Prestations exceptionnelles

Définition Sur demande de l'AIA, le titulaire peut être sollicité afin de réaliser des prestations sur les installations du présent marché, qui n'émanent pas nécessairement d'une panne.

Les prestations susceptibles d'être demandées sont les suivantes :

- Amélioration ou rénovation d'une installation du présent marché (ergonomie, performance, sécurité, etc.).
- Mise en conformité des installations suivant la réglementation en vigueur.

- 0010 Le titulaire (ou son sous-traitant) doit posséder un bureau d'étude en vue d'un rétro-fit impliquant une nouvelle conception de tout ou partie d'une installation.
- 0020 Quel(le)s que soient les travaux/prestations, le titulaire fournira, pour approbation au RTAIA, un devis détaillé dans lequel apparaîtront la part main d'œuvre et le détail des fournitures ainsi que les délais d'approvisionnement et d'exécution.



## 3.4 Exigences particulières

### 3.4.1 Exigences liées au site

Définition Les conditions d'accès au site sont définies dans le CCAP

**0010 Avant toute intervention, le titulaire devra systématiquement signaler son arrivée sur l'AIA CP au RTAIA.**

NOTA L'AIA CP a le statut de zone protégée, l'accès y est donc subordonné à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté pour toute personne devant intervenir sur le site. L'AIA CP refusera l'accès à toute personne n'ayant pas satisfait à cette enquête.

0020 Nous attirons l'attention sur les délais importants de réponse de l'enquête administrative. Aussi, les formulaires de demande de contrôle devront être communiqués au plus-tôt.

NOTA L'AIA CP est réglementairement ouvert de 7h25 à 17h00 du lundi au vendredi inclus, sauf certains jours programmés tout au long de l'année.  
Toute demande de dérogation sera effectuée via le RTAIA, dans la limite de l'amplitude horaire comprise entre 5h15 et 20h00.

0030 Les informations transmises (sous format papier ou numérique), par l'AIA CP, doivent être considérées comme sensibles ; plus particulièrement si elles portent les mentions de confidentialités spécifiques (Confidentiel Industrie, Technologie ou Commercial).  
Aussi, afin d'éviter tout impair, il est demandé de prendre conseils auprès de son contact AIA CP avant de communiquer des éléments à des tiers.

0040 La zone d'intervention est limitée au rez-de-chaussée du bâtiment AC290.

### 3.4.2 Exigences liées à l'exécution de la prestation proprement dite (obligations client / fournisseur)

0010 Les tâches de manutention sont à la charge du titulaire et s'effectuent sous sa responsabilité. Il doit pour cela prévoir tous les outillages et moyens nécessaires à l'exécution de la prestation, y compris les moyens de levage.

0020 Le titulaire doit être spécialiste des domaines du marché et doit donc posséder la capacité technique de réaliser les prestations demandées au marché. Ainsi, il devra pouvoir fournir, à tout moment, une attestation nominative prouvant que les intervenants affectés au site, ont suivi, à minima, une formation dans les domaines de compétences de chaque installation du marché.

Définition Les domaines de compétence sont les suivants :

- Hydraulique,
- Mécanique,
- Pneumatique,
- Electrique,
- Electronique,
- Technologie IR,
- Automatisme.

0030 Le titulaire devra assurer en interne, toutes les prestations liées à l'automatisme. Aucune sous-traitance ne sera acceptée pour cette compétence

0040 Le titulaire effectuera lui-même les prestations d'entretien préventif. Il pourra néanmoins faire appel à des prestataires pour les aspects CVPO et métrologie.



# Cahier des clauses techniques particulières

**CCTP n° 178/AIACP/6420/24**

Version: 0

## 3.4.3 Exigences concernant l'environnement contrôlé en matière de navigabilité

- 0010 Les matières et produits utilisés pour la prestation seront conformes à la législation et ne présenteront aucun danger pour les personnels de l'AIA CP ainsi que pour les personnels du titulaire.
- 0020 Les matériaux utilisés devront être compatibles et résistants aux produits et mélanges chimiques avec lesquels ils seront en contact.

## 3.4.4 Exigences concernant les consommables et pièces détachées

- 0010 Le titulaire fait un listing des pièces nécessaires aux différentes maintenances qui peuvent être effectuées par les techniciens de maintenance de la DRC et précise les conditions de stockage.
- 0020 Le titulaire propose alors à l'AIA CP un devis (avec prix et délai) des pièces critiques qui ne sont pas déjà en stock à l'AIA CP.
- 0030 Lors des interventions de modification ou de modernisation des installations, le titulaire doit choisir des matériels standards à ceux utilisés à l'AIA (dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'obsolescences et ne remettent pas en cause les exigences formulées dans le présent CCTP) et disponibles dans le commerce. Ceci s'applique à minima aux éléments hydrauliques, pneumatiques, électriques et aux moyens de mesure.
- 0040 Les pièces ou matériels mis en place par le titulaire doivent être conformes aux dernières normes et directives en vigueur, notamment celles imposées au sein de la Communauté Européenne concernant la sécurité des personnes et des biens et de la qualité équivalente aux pièces remplacées.
- 0050 Tous les rechanges et matériels utilisés doivent être conformes au dossier de définition du moyen industriel concerné. Tout remplacement d'une pièce par une autre référence différente doit au préalable avoir été validé par un bureau d'étude compétent dans le domaine.
- 0060 Conformément au §3.3.3.2, les outillages et les pièces détachées associées aux maintenances préventives effectuées par le titulaire sont à sa charge.
- NOTA Les outillages et les pièces détachées associées aux maintenances préventives effectuées par les techniciens DRC sont à la charge de l'AIA CP.

## 3.4.5 Exigences concernant la logistique

- 0010 Le titulaire doit assurer son propre soutien logistique durant la réalisation de la prestation. Aucun matériel ne sera mis à disposition par l'AIA CP (nacelles, outillages, moyens de manutention éventuels).
- 0020 Au regard de la valeur et de la grande sensibilité aux chocs des matériels manutentionnés et des risques inhérents à la conduite des chariots automoteurs, le titulaire devra s'assurer que son personnel respecte scrupuleusement les consignes de prudence et de sécurité.

## 3.4.6 Exigences HSCT (plan de prévention, risques particuliers, accidents du travail, assurance fournisseur)

### 3.4.6.1 Intervention ou prestation d'une entreprise extérieure

La place déterminante de l'organisme utilisateur (AIA CP) n'a pas pour effet de décharger les entreprises extérieures de leurs propres obligations en matière de santé et de sécurité au travail.

Ainsi, chaque entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection des travailleurs qu'elle emploie (art. R. 4511-6 du code du travail).

Elle s'engage au respect des mêmes exigences auprès de ses sous-traitants éventuels ainsi que des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

### Inspection commune préalable (ICP)

Avant toute prestation ou travaux, le représentant du maître d'ouvrage ou, le cas échéant, du responsable de suivi de contrat (RSC) ou du responsable technique de l'AIA CP (RTAIA) procèdera avec le ou les chefs des entreprises extérieures (EE) et leurs sous-traitants à une inspection commune préalable des lieux de travail (ICP) afin, d'une part, de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels et, d'autre part, d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Cette évaluation des risques conjointe avec le DMR et le correspondant SSSTE de la division/département permettra de définir le document de prévention adéquat à l'opération/prestation du titulaire (plan de prévention, CARMP, protocole de sécurité...).

L'ICP déclenchée par le bénéficiaire est obligatoire.

Le délai recommandé de prévenance d'une inspection commune préalable est d'une semaine, et quel que soit l'éloignement géographique de l'entreprise titulaire, celui-ci ne peut s'y soustraire.

Il est rappelé que les chefs des entreprises extérieures, y compris les sous-traitants, ne sauraient se soustraire à cette inspection au motif, par exemple, que le chef de l'EE connaît déjà les lieux pour y être précédemment intervenu.

### 3.4.6.2 Autres obligations

#### Transmission des informations aux travailleurs :

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-15 du code du travail, avant le début de la prestation ou travaux sur le lieu même de leur exécution, le chef de l'entreprise extérieure fait connaître à l'ensemble des travailleurs qu'il affecte à ces travaux les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures de prévention prises.

Le titulaire s'engage également à transmettre aux agents intervenants l'organisation relative :

- à la remontée d'information en cas de défaillance d'un moyen de protection ou de génération d'interférence avec les activités de l'AIA CP ;
- aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre.

Un exemplaire du document de prévention final est visé par tous les acteurs identifiés puis remis à chaque entreprise extérieure concernée par l'opération, y compris les sous-traitants.

#### Qualifications/ Habilitations techniques des personnels :

Le titulaire fait effectuer les travaux/prestations par du personnel formé, qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire adaptée, disposant des habilitations requises, apte médicalement et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation relative à la lutte contre le travail illégal.

A la demande de l'AIA, le titulaire établira un document d'enregistrement du suivi de la formation de ses personnels en fonction des tâches exécutées.

#### Incidents /Accidents de travail :

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA CP tout incident/accident touchant son personnel ou sous-traitant et survenant sur l'emprise de l'AIA CP ou, le cas échéant, de l'antenne DSO du SIAé sur le site de la BAN d'Hyères ;

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

Outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le donneur d'ordre dont il relève (responsable de suivi de contrat ou responsable technique de l'AIA CP).

## Matériel et équipements de travail utilisés (EPC/EPI) :

Les équipements de travail, outillages, équipements de protection individuels (EPI) ou collectifs (EPC), véhicules, machines, installations techniques utilisés par l'entreprise extérieure doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et être entretenus selon des modalités définies par la réglementation.

Pour ne pas exposer les personnes à un risque pouvant porter atteinte à leur intégrité physique, chaque entreprise extérieure utilisera ses propres matériels/équipements en adéquation avec les opérations à réaliser, conformes et à jour de ses contrôles, y compris les sous-traitants.

## Sécurisation de chantier :

Afin de sécuriser les zones de travaux d'éventuelles interférences avec des tiers, le titulaire doit délimiter et signaler à sa charge les abords des lieux.

Le périmètre de sécurité sera défini conjointement avec le RTAIA et le DMR.

En intérieur : à définir lors de la rédaction du document de prévention (possibilité de simple rubalise ou confinement complet d'une zone de travail).

## Prêt de matériel :

La fourniture de matériels, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur à une entreprise extérieure est interdite.

## Mise à disposition ou prêt de locaux pour l'exécution du contrat :

La mise à disposition et le prêt de locaux dédié à l'entreprise extérieure et l'AIA CP et, le cas échéant, l'antenne du SIAé implantée sur la BAN de Hyères, ne sont pas autorisés dans le cadre du marché.

## Transport, chargement et déchargement

Le transport, le déchargement et la mise en service de la fourniture sont à la charge du titulaire, y compris les moyens de levage et de manutention, ainsi que les éléments nécessaires à la mise en œuvre : outillage, moyen d'accès, moyen d'usinage.

Les moyens de levage et de manutentions qui seront introduits sur le site devront être conformes à la réglementation en vigueur les concernant et avoir subi les épreuves et vérifications périodiques auxquelles ils sont assujettis.

Le titulaire est responsable du matériel jusqu'à sa réception ou admission par l'AIA CP.

Pour le montage de l'installation, le titulaire devra définir, en accord avec le RTAIA le périmètre de la zone d'installation. Ce périmètre devra tenir compte des équipements environnants et de l'espace nécessaire à l'évolution des intervenants.

## Travailleur isolé

Le titulaire prendra les dispositions pour que son personnel et sous-traitant ne soient pas en situation de travailleur isolé pendant ses interventions à l'AIA CP et, le cas échéant, à l'antenne du SIAé implantée sur la BAN de Hyères (heures ouvrables et non ouvrables).

## Zones à risques classées

Dans les zones de l'établissement classées en zone ATEX, les opérateurs doivent être sensibilisés au risque ATEX (identification et classification réalisées lors de l'élaboration du document de prévention ad hoc).

Dans ces zones à risques, il est interdit d'utiliser des matériels et outillages générateurs d'étincelles ou non antidéflagrants.

## Protection de l'environnement

Les obligations en matière de protection de l'environnement sont indépendantes du type de coordination.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter :

# Cahier des clauses techniques particulières

**CCTP n° 178/AIACP/6420/24**

Version: 0

- Le tri sélectif des déchets\* (aucun dépôt sauvage n'est accepté) ;
- L'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau ;
- Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA CP toute atteinte ou risque d'atteinte à l'environnement, à la faune ou la flore du site, liés ou non à sa prestation.

\*Des containers seront mis à disposition du titulaire qui effectuera le tri sélectif. C'est l'AIA CP qui se chargera de l'évacuation et du traitement des déchets.

## 3.4.7 Exigences relatives aux protections des infrastructures

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité des bâtiments et infrastructures de l'AIA-CP pendant toute la durée des travaux/prestations.

Tout dommage causé aux installations et équipements de l'AIA-CP fera l'objet d'une réparation ou d'un remplacement. Le prestataire contractera une assurance en adéquation avec les risques encourus.

## 3.4.8 Exigences relatives aux nuisances

- 0010 Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne les nuisances sonores, environnementales, la pollution atmosphérique et l'état de salubrité des installations.

## 3.4.9 Exigences relatives à l'arrêt de la prestation

L'AIA CP se réserve exceptionnellement le droit d'annuler et de demander le report d'une prestation, 48h avant la date prévue.

L'AIA CP se réserve le droit d'arrêter ou d'interrompre la prestation pour des impératifs de production ou pour des anomalies majeures. Cet arrêt sera motivé par le RSC. Le titulaire devra alors procéder à une demande de report de délai. La période d'interruption sera décomptée des délais d'exécution de la prestation.

## 3.5 Sûreté de fonctionnement - Exigences opérationnelles

### 3.5.1 Disponibilité et continuité de service

**DEFINITION** L'objectif de disponibilité est un fonctionnement des installations, concernées par le présent marché, 5 jours par semaine tout au long de l'année, de 7h30 à 17h30 du lundi au vendredi.

**DEFINITION** L'indisponibilité est l'impossibilité d'utiliser le moyen concerné pour réaliser ce pour quoi il est conçu en raison d'une défaillance d'un ou plusieurs organe(s) constituant(s).

**DEFINITION** L'indisponibilité d'un MI est définie, en fonction des cas, comme suit (pas de pourcentage de disponibilité, tout est calculé en jours de dépassement) :

**- Echéance de la date de métrologie.**

Le MI est déclaré indisponible à partir du 1er jour ouvré après l'échéance de la date de métrologie et jusqu'à réception du rapport de métrologie et étiquette apposée sur le MI.

**- Echéance de la date de CVPO.**

Le MI est déclaré indisponible à partir du 1er jour ouvré après l'échéance de la date de CVPO et jusqu'à la fourniture au RTAIA du rapport de CVPO de l'organisme agréé et de l'étiquette à apposer sur le MI.

**- Echéance de la date contractuelle d'un bon de commande :**

L'indisponibilité est déclenchée dès la déclaration de panne du moyen (par mail ou autre moyen par le titulaire ou par l'AIA CP) et court jusqu'à la résolution de la panne (rapport d'intervention du titulaire avec date de réparation réelle validée par le RTAIA).

L'indisponibilité est suspendue entre l'émission du devis et la date de notification de la commande ; mais aussi lorsque l'accès au matériel est retardé du fait de la production.

**- Moyen déclaré inutilisable** (interdit d'emploi) pour toute raison empêchant l'utilisation du moyen avec documents à jour et en toute sécurité :

L'indisponibilité est déclenchée dès que le MI est déclaré inutilisable (MI dangereux) par le titulaire ou par l'AIA CP par mail ou autre moyen, et court jusqu'à la résolution du problème (MI utilisable).

0010 Le titulaire garantit le fonctionnement des moyens et équipements du présent contrat **avec une durée d'indisponibilité de chaque moyen de 25 jours ouvrés maximum, sur une période de 12 mois, sans dépasser 10 jours ouvrés d'indisponibilité mensuelle** (hors maintenance préventive, CVPO et métrologie).

NOTA Seuls les jours d'indisponibilité imputables au titulaire seront pris en compte. Cela exclut donc les délais de traitement de l'AIA CP et l'inaccessibilité à la machine du fait de la production. Les délais d'approvisionnement sont de la responsabilité du titulaire.

0020 Le titulaire est tenu de proposer et de garantir des modes de fonctionnement « dégradés », par exemple durant les délais d'approvisionnement des pièces de rechange. Ceci, à condition de ne pas remettre en cause la sécurité des opérateurs.

**DEFINITION** Un mode de fonctionnement est dégradé lorsque la fonctionnalité du moyen est entamée mais la production est possible à l'aide, par exemple, d'actions organisationnelles. **L'indisponibilité est alors « partielle »** et n'est pas prise en compte dans l'exigence 0010 du §3.5.1.

0030 Concernant la maintenance périodique, les CVPO et la métrologie, le titulaire s'engage à ne pas mobiliser chaque moyen plus de 2 jours ouvrés consécutifs sur une année.

## 3.5.2 Récapitulatif des délais

### 3.5.2.1 Intervention en heures ouvrées

DEFINITION Les heures « ouvrées » sont les suivantes :

- 7h30 à 17h30 du lundi au vendredi (hors jours fériés).

0010 Le titulaire doit assurer une hotline avec un interlocuteur joignable en **2 heures ouvrées maximum après déclaration de panne** par l'AIA CP (appel téléphonique confirmé par mail).

0020 Suivant une déclaration de panne, le titulaire dispose de **deux jours ouvrés pour communiquer, au RTAIA**, un diagnostic technique argumenté avec proposition de réparation, ainsi qu'un délai prévisionnel d'immobilisation.

0030 Si une intervention sur site est nécessaire, le titulaire a **deux jours ouvrés suivant la déclaration de la panne pour effectuer son déplacement**.

NOTA Les interventions seront réalisées dans la majorité des cas en heures ouvrées.

### 3.5.2.2 Intervention en heures non ouvrées

DEFINITION Les heures « non ouvrées » sont les suivantes :

- 17h30 à 20h en semaine.
- 8h à 17h les samedis et jours fériés.

0010 Une hotline en **2 heures maximum** doit être possible en heures non ouvrées de l'AIA CP à condition qu'elle soit programmée, au minimum, une semaine à l'avance par l'AIA CP.

0020 A la demande de l'AIA CP, avec un délai de prévenance minimum d'une semaine, le titulaire pourra intervenir sur site pour effectuer des opérations de maintenance préventive ou curative en heures non ouvrées.

NOTA **Il n'y aura pas plus de 4 interventions les samedis et/ou jours fériés**, par an, sur la totalité des installations du marché.

NOTA **Il n'y aura pas plus de 4 interventions de 17h30 à 20h les jours ouvrés**, par an, sur la totalité des installations du marché.

### 3.5.2.3 Remise de devis

0010 En cas de panne, le titulaire doit remettre un devis avec prix et délai au maximum **5 jours ouvrés** après la réception du mail de demande d'intervention.

NOTA **Au-delà de ce délai exigé de fourniture du devis, l'AIA CP se réserve le droit de faire appel à une société tierce pour réparer le moyen.**

0020 Chaque devis sera assorti d'une garantie de résultat.

### 3.5.2.4 Remise de rapports

0010 A l'issue de chaque intervention sur site, le titulaire fournit, **le jour J** au RTAIA, un **premier rapport succinct** non exhaustif (manuscrit ou numérique).

0020 Le titulaire doit remettre un **rapport complet et définitif** au maximum **3 jours ouvrés** après chaque intervention de maintenance préventive, curative, CVPO et métrologie.

## 3.6 Exigences non fonctionnelles

### 3.6.1 Exigences concernant la conception et la réalisation

#### 3.6.1.1 Exigences d'interface

- 0010 Le titulaire doit intégrer les exigences de santé et sécurité imposées par les directives CE applicables.
- 0020 Les solutions et choix technologiques ne sont pas imposés, ils sont à l'initiative du titulaire qui doit les justifier pour garantir les exigences du présent CCTP.
- 0030 Le titulaire doit orienter ses solutions techniques, en tenant compte de l'infrastructure existante, de manière à minimiser les travaux/prestations d'adaptation.

#### 3.6.1.2 Exigences de marquage et d'identification

- 0010 Lorsqu'un composant de la prestation rentre dans le champ d'application des directives CE, le titulaire doit s'assurer du marquage CE de celui-ci.

### 3.6.2 Exigences métrologiques concernant le matériel contractuel associé à la prestation

- 0010 Les appareils de mesure et étalons utilisés sont à la charge du Titulaire, ainsi que les moyens humains et matériels nécessaires.
- 0020 Les appareils de mesure et étalons utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur.
- NOTA La prestation de métrologie est détaillée dans le §3.3.3.4.

### 3.6.3 Exigences concernant la documentation

- 0010 Tous les rapports, mode opératoire et notice de maintenance fournis par le titulaire sont en français et au format numérique standard (PDF, Word, Excel...).
- 0020 Tous les documents fournis par le titulaire doivent être datés et indicés.

#### 3.6.3.1 Documentation technique

- 0010 Toute documentation technique mise à jour ou rédigée (ex : plan, liasse, etc.) par le titulaire, sera mise à disposition de l'AIA CP qui en sera propriétaire.

#### 3.6.3.2 Documentation de maintenance

- 0010 Le Titulaire rédige une notice de maintenance (ou mode opératoire) pour les techniciens de maintenance DRC qui réaliseront la maintenance sur des périodicités définies dans le plan de maintenance.
- 0020 La notice de maintenance comportera au minimum les éléments suivants :
- Les opérations et modes opératoires de maintenance préventive et corrective,
  - La périodicité de toutes les opérations à effectuer ainsi que la liste des pièces et les outillages nécessaires,
  - La liste des éléments échangeables par le technicien de maintenance DRC,
  - Les incidents de fonctionnement possibles et les opérations à effectuer pour y remédier,
  - Les règles de sécurité à observer avant, pendant et après chaque intervention.



# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

## 3.6.4 Performances de sécurité de l'information

- 0010 Le titulaire s'engage à ne pas divulguer des informations sur l'activité du service et de l'AIA CP en général, qui seraient de nature à nuire à l'établissement.

## 3.6.5 Exigences concernant le champ d'action de la prestation

- 0010 Il est interdit au titulaire de circuler dans le bâtiment 290 hors de la zone qui lui est assignée et non accompagné.

## 3.6.6 Formations

- 0010 Le titulaire assurera une formation (parties théorique et pratique) d'une durée adaptée, pour les 3 techniciens de maintenance de la DRC, sur le site de l'AIA CP. Cette formation doit leur permettre d'être autonomes sur toutes les opérations de maintenance qui leur incombent, pour chacun des moyens industriels concernés par le présent contrat.
- 0020 Le titulaire délivrera une attestation de formation nominative pour chacun des participants.

## 3.7 Exigences d'assurance de résultats

- 0010 Chaque prestation doit être assortie d'une garantie de résultat.

### 3.7.1 Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et réception du produit ou des prestations.

- 0010 Le titulaire doit démontrer la non-régression entre l'état avant et après chaque intervention.
- 0020 Le titulaire doit réaliser, après chaque intervention, les tests de bon fonctionnement, en présence du RTAIA ou d'un des techniciens de maintenance de la DRC afin de valider la remise en service du moyen concerné.

## 3.8 Conditions de garantie

- 0010 La prestation réalisée par le titulaire doit être assortie d'une période de garantie d'au moins une année après réception.
- 0020 La garantie couvre les pièces, la main d'œuvre, le déplacement du titulaire et les frais annexes qui découlent des interventions.
- 0030 Le délai d'intervention au titre de la garantie est fixé à 48 heures suivant la demande de l'AIA (appel téléphonique confirmé par mail).
- 0040 Le délai maximal de remise en état des matériels sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA après consultation du titulaire. Ce délai reportera d'autant la période de garantie.



## 4 EXIGENCES DE MANAGEMENT

### 4.1 Exigences relatives à la structuration de la prestation

#### 4.1.1 Management/Organisation de la prestation

- 0010 Le titulaire doit :
- Mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution des prestations ;
  - Désigner un interlocuteur unique (dénommé RTEC) pour l'exécution des prestations, qui est responsable de l'encadrement des opérateurs, de l'exécution des prestations, du respect des exigences réglementaires, du suivi qualité des prestations.
- 0020 Le titulaire assure le suivi qualité des prestations effectuées, la traçabilité des prestations effectuées et doit pouvoir prouver à tout moment qu'elles ont été réalisées conformément aux exigences du CCTP.

#### 4.1.2 Logique de déroulement et de suivi de projet

- 0010 L'interlocuteur privilégié pour le suivi de projet est le RTAIA de la DRC à l'AIA CP.
- 0020 La prestation se déroulera en plusieurs phases de la manière séquentielle suivante :
- La notification du marché (T0),
  - La réunion de lancement (T0 + 4 semaines),
  - L'état des lieux sur site,
  - La présentation du plan de maintenance et du devis des pièces de rechange stockées par l'AIA, ainsi que la fixation des dates d'intervention,
  - La formation des trois techniciens de maintenance de la DRC par le titulaire avec rédaction d'un mode opératoire (T0 + 8 semaines),
  - La réalisation des prestations,
  - Les réunions de suivi contractuels (tous les 6 mois).

##### 4.1.2.1 Réunion de lancement

- 0010 A l'initiative du RSC, dans les 4 semaines suivants la notification du marché, une revue de contrat sera effectuée entre le titulaire et le service achat de l'AIA, le RSC et le RTAIA. Le titulaire diffuse le CR de la réunion de lancement.
- 0020 Elle traite notamment de :
- La relecture pour rappel du CCTP et du CCAP;
  - L'élaboration du plan de prévention avec inspection préalable du site ;
  - Le rappel des règles pour les interventions du titulaire sur le site de l'AIA CP ;
  - Précisions techniques éventuelles.

##### 4.1.2.2 Etat des lieux et prise en charge

- 0010 A l'initiative et à la charge du titulaire, la prestation de prise en charge consiste à réaliser les actions listées dans le §3.3.1 sur le site de l'AIA CP.
- 0020 Une date sera proposée par le titulaire et soumise à validation du RTAIA, lors de la réunion de lancement.

# Cahier des clauses techniques particulières

**CCTP n° 178/AIACP/6420/24**

Version: 0

0030 Le titulaire veillera à arrêter le moins possible la production en respectant le séquençement des opérations de production indiqué par le RTAIA, dans la limite du possible. Ex : Le titulaire travaille sur les chariots le matin et sur le robot de drapage l'après-midi.

0040 Le titulaire rédige le rapport de prise en charge et le diffuse sous 5 jours ouvrés maximum.

## 4.1.2.3 Présentation du plan de maintenance

0010 A l'initiative et à la charge du titulaire, elle consiste à présenter les éléments listés dans le §3.3.2.

0020 Le titulaire propose un planning d'entretien préventif dont les dates seront soumises à validation du RTAIA.

0030 Le titulaire propose un devis des pièces de rechange critiques.

## 4.1.2.4 Réunions de suivi contractuel

0010 Tous les 6 mois, une réunion contractuelle sera organisée par le titulaire qui diffusera le CR sous 10 jours ouvrés maximum.

0020 Le titulaire y présentera les dates et durées d'indisponibilité des moyens sur la période en cours afin d'échanger sur les performances des installations et sur les éventuels axes d'amélioration.

0030 Le titulaire y présentera aussi le plan de veille et une revue de maîtrise des risques.

0040 Une fois par an, le titulaire fournit un bilan de disponibilité annuelle des machines ainsi qu'un bilan des interventions réalisées sur l'année et des obsolescences.

## 4.1.3 Maîtrise des risques

0010 Dès la notification du marché, le titulaire demandera à l'AIA CP tous les documents qu'il jugera utiles à la préparation de la première réunion.

0020 Toutes autres données pertinentes, nécessaires au bon déroulement de la mission devront être demandées par le titulaire à l'AIA CP à l'issue de la réunion de lancement et suivant nécessité.

0030 L'AIA CP ne fournira que les documents qu'il a en sa possession sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'un manque d'information pour l'exécution de sa mission. Il lui incombe en tant que spécialiste du domaine, et s'il le juge nécessaire, d'effectuer à sa charge toutes les démarches auprès des fabricants de composants ou des installations pour obtenir les informations manquantes.

0040 Le titulaire liste par type de moyen, quels sont les risques qu'il identifie et met en place un système de cotation (gravité /occurrence) permettant de connaître l'incidence de ce risque sur la maintenance du moyen industriel. Il proposera alors des actions si nécessaires, pour contenir le risque.

## 4.1.4 Gestion de la documentation

0010 Si une pièce ou un organe est remplacé par un modèle équivalent (ayant les mêmes caractéristiques techniques) de celui d'origine, le titulaire devra mettre à jour la documentation technique du MI en conséquence.

# Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 178/AIACP/6420/24

Version: 0

## 4.1.5 Gestion de la configuration (Maîtrise des évolutions et modifications)

- 0010 Toute modification sur matériel, logiciel ou document envisagée par le titulaire doit être soumise à la validation de l'AIA CP.
- 0020 Lors de la réalisation des prestations, toute dérogation aux exigences spécifiées doit faire l'objet d'une demande écrite adressée à l'AIA (ULHA) afin de suivre le circuit d'approbation.
- 0030 Dans le cadre de la garantie, si une pièce ou un organe est remplacé par un modèle équivalent (ayant les mêmes caractéristiques techniques) de celui d'origine, ce dernier devra être de qualité et de performance équivalente ou supérieure.

## 4.1.6 Protection de la prestation (sécurité défense, sécurité des systèmes d'informations)

- 0010 Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte des renseignements relatifs à l'utilisation ou à la technologie des machines ou à l'activité de l'AIA CP en général, sans autorisation écrite de l'AIA CP.

## 4.2 Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances

### 4.2.1 Dispositions relatives à la maîtrise des performances d'aptitude au soutien (maintenabilité)

- 0010 L'ensemble du matériel nécessaire à la prestation (connectiques, composants électroniques, électriques, mécaniques, pneumatiques, etc. utilisés) doit être facilement approvisionnable chez un grand distributeur, dans un court délai, et ce, sur les 10 prochaines années au moins. L'utilisation d'un élément spécifique devra être justifiée.
- 0020 L'installation ou le remplacement des composants ne doivent pas impliquer l'utilisation d'outillages spécifiques.
- 0030 Pendant la durée du contrat, le titulaire réalise la veille d'obsolescence des composants, pièces de rechanges et consommables utilisés, telle que décrite dans le § 3.3.3.5.

## 4.3 Système de management de la qualité

### 4.3.1 Exigences générales (spécification d'assurance qualité applicables)

- 0010 Le respect des exigences qualité est sous la responsabilité du service Qualité du titulaire, qui est l'interlocuteur privilégié du Département Qualité de l'AIA CP.
- 0020 Le service Qualité du titulaire :
  - Exerce une surveillance continue de son système par gestion des processus, il mesure l'efficacité de chaque processus et met en place les actions d'amélioration,
  - Assure le traitement des anomalies, communique ses analyses et ses conclusions à l'AIA CP.

## 5 EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE

### 5.1 Responsabilités, planification, communication

- 0010 Le département du management de la qualité de l'AIA CP peut être amené à vérifier les preuves d'assurance qualité ou procédures d'exécution de la prestation, notamment pour des validations techniques ou en cas d'anomalies générées par le titulaire.
- 0020 Le Titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il dispose d'un système d'assurance qualité permettant de garantir que la fourniture est conforme aux exigences spécifiées dans le CCTP.
- 0030 Le titulaire propose et met en place des **indicateurs de suivi et de performance** (durées d'indisponibilité, nombres d'interventions correctives, délais d'intervention, etc.).

### 5.2 Management des ressources

- 0010 Le personnel du titulaire, employé sur ce marché, doit être instruit, formé et apte à mettre en oeuvre les gestes techniques permettant la maintenance préventive ou curative des MI de la DRC.
- 0020 Le titulaire doit s'assurer qu'il détient lors de l'exécution du contrat, tous les moyens (équipements, outillages, instruments de contrôle, consommables, etc.) nécessaires à la réalisation de la prestation, à sa conformité aux clauses du marché, et à l'obtention des performances requises par les critères de réception.